



GLOBAL JOURNAL OF HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
ECONOMICS

Volume 20 Issue 4 Version 1.0 Year 2020

Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal

Publisher: Global Journals

Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

Canaux De Transmission De l'Effet Des Transferts De Fonds Des Migrants Sur La Croissance Economique Au Cameroun

By Douswe Benoit, Wanie Jules Abraham & Abessolo Yves Andre

l'Université de Maroua

Abstract- The objective of this article is to determine the transmission channels of the effect of remittances on economic growth in Cameroon. Based on the theoretical vision of the developmentalist school, we estimated an ARDL model on time series data. This estimate shows that remittances and financial development have a substitutability effect on economic growth in Cameroon in the long term. Indeed, migrant remittances compensate for the inefficiency of the credit markets in Cameroon, allowing beneficiaries to accumulate financial resources to self-finance investment. This result is in line with the conclusions of studies by Giuliano and Ruiz-Arranz (2009). However, using the same method, migrant remittances positively influence economic growth in Cameroon through the long-term investment channel. The effect becomes more significant when interacting migrant remittances with the Cameroonian financial system. Indeed, remittances passing through formal channels open the possibility to unbanked beneficiaries to have the possibility of taking loans from financial institutions for the financing of economic activities in Cameroon.

Keywords: *migrant remittances, investment, financial development, economic growth.*

GJHSS-E Classification: FOR Code: 149999



Strictly as per the compliance and regulations of:



© 2020. Douswe Benoit, Wanie Jules Abraham & Abessolo Yves Andre. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/>, permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Canaux De Transmission De l'Effet Des Transferts De Fonds Des Migrants Sur La Croissance Economique Au Cameroun

Douswe Benoit ^α, Wanie Jules Abraham ^σ & Abessolo Yves Andre ^ρ

Resume- L'objectif de cet article est de déterminer les canaux de transmission de l'effet des TFM sur la croissance économique du Cameroun. En s'appuyant sur la vision théorique de l'école développementaliste, nous avons estimé un modèle ARDL sur les données en série temporelle. Il ressort de cette estimation que les transferts de fonds des migrants et le développement financier exercent un effet de substitutabilité sur la croissance économique au Cameroun à long terme. En effet, les transferts de fonds des migrants compensent l'inefficacité des marchés du crédit au Cameroun, permettant aux bénéficiaires d'accumuler des ressources financières pour s'autofinancer en investissement. Ce résultat rejoint les conclusions des études faites par Giuliano et Ruiz-Arranz (2009). Toutefois, en utilisant la même méthode, les transferts de fonds des migrants influencent positivement la croissance économique au Cameroun à travers le canal de l'investissement à long terme. L'effet devient plus important lorsqu'on qu'on interagit les transferts de fonds des migrants avec le système financier camerounais. En effet, les envois de fonds transitant par les canaux formels ouvrent la possibilité aux bénéficiaires non bancarisés d'avoir la possibilité de prendre des crédits auprès des institutions financières pour le financement des activités économiques au Cameroun. Par conséquent, il serait important que les pouvoirs publics mettent en place un mécanisme de financement de la croissance économique basé sur les transferts de fonds des migrants en interaction avec le système financier dans le but de réaliser les investissements productifs.

Mots clés: transferts de fonds des migrants, investissement, développement financier, croissance économique.

Abstract- The objective of this article is to determine the transmission channels of the effect of remittances on economic growth in Cameroon. Based on the theoretical vision of the developmentalist school, we estimated an ARDL model on time series data. This estimate shows that remittances and financial development have a substitutability effect on economic growth in Cameroon in the long term. Indeed, migrant remittances compensate for the inefficiency of the credit markets in Cameroon, allowing beneficiaries to accumulate financial resources to self-finance investment. This result is in line with the conclusions of studies by Giuliano and Ruiz-Arranz (2009). However, using the same method, migrant

remittances positively influence economic growth in Cameroon through the long-term investment channel. The effect becomes more significant when interacting migrant remittances with the Cameroonian financial system. Indeed, remittances passing through formal channels open the possibility to unbanked beneficiaries to have the possibility of taking loans from financial institutions for the financing of economic activities in Cameroon. Consequently, it would be important for the public authorities to set up a mechanism for financing economic growth based on remittances from migrants interacting with the financial system in order to make productive investments.

Keywords: migrant remittances, investment, financial development, economic growth.

I. INTRODUCTION

Depuis la fin des années 70, l'Aide Publique au Développement (APD) est reconnue comme la principale source externe de financement dans les pays en voie développement (PVD). Le but de l'aide est de réduire la pauvreté dans tous ses aspects et le moyen le plus efficace d'y parvenir est d'améliorer la croissance économique à travers le financement des investissements et l'accroissement du stock de capital puisque selon Domar (1964), la capacité de production est proportionnelle au stock de capital disponible dans l'économie. De ce fait, l'APD contribue à la croissance économique qui est un facteur nécessaire au développement. Paradoxalement, les PVD, en particulier ceux de l'Afrique Subsaharienne (ASS) qui bénéficient de l'aide internationale depuis leur indépendance n'ont pratiquement pas vu leur situation initiale s'améliorer.

En effet, nous constatons une augmentation de la pauvreté parallèlement à la politique d'aide au développement ainsi que les problèmes liés à certains pays aidés notamment l'insuffisance des moyens de financement de leur économie. Tout cela va conduire l'APD à une crise de légitimité sans précédent. En effet, Selon la Banque Mondiale (2019), les chiffres témoignent de l'ampleur du déficit actuel dans le domaine des infrastructures. Ce dernier constate que 940 millions d'individus sont privés d'électricité, 663 millions de personnes vivent sans avoir accès à des points d'eau potable améliorés, 2,4 milliards d'êtres humains vivent sans installations sanitaires correctes. Sans oublier le nombre incalculable de personnes ne pouvant accéder ni à l'emploi ni à l'éducation, faute de

Author ^α: Doctorant au Département d'Economie Publique à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Maroua. e-mail: benoitdouswe2000@yahoo.com

Author ^ρ: Professeur titulaire au Département d'Analyse de Politique Economique à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Maroua.

transports adaptés ou de moyens pour les payer dans les PVD.

Suivant les années, nous constatons en outre qu'après la crise internationale de la dette qui a déclenché en Aout 1982 au Mexique, la question du financement de l'économie s'est posé avec autant d'acuité. L'approche néolibérale n'a pas produit les résultats escomptés. Cependant, avec l'avènement de la mondialisation qui a suivi dans les années 80 ainsi que le développement des migrations internationales, nous avons vu se développer d'autres sources externes de financement de la croissance économique à côté de l'APD notamment les Investissements Directs Etrangers (IDE) et les Transferts de fonds des migrants (TFM). Cependant, l'environnement économique et social des PVD, où sévit l'extrême pauvreté, est caractérisé par une carence en capital humain et en infrastructure. Du coup, les investisseurs sont moins motivés à effectuer des transferts de revenu sous forme d'IDE étant donné le risque élevé.

Nous observons par contre un comportement spéculatif, un afflux important de TFM vers les PVD qui revêtent une importance croissante pour ces derniers. Dans les années 90, ces TFM ont reçu peu d'attention de la part des gouvernements et des marchés financiers car ils étaient généralement envoyés en petites quantités (Pradhan et al., 2008). Depuis ces dernières années par contre, nous constatons que les envois de fonds des migrants sont devenus difficiles à ignorer car ils sont globalement importants et sont devenus essentiels pour de nombreux pays en développement puisqu'ils sont devenus, selon la Banque Mondiale (2018), une source importante de financement extérieur pour de nombreux pays en développement. Considérant seulement les envois de fonds passant par les circuits officiels, leur montant a augmenté de 8,5% en 2017, pour atteindre 466 milliards USD.

De plus, la crise économique vécue par tous les pays en développement notamment au Cameroun, il y a plusieurs années, a eu des conséquences désastreuses. On observe de plus en plus de nombreuses personnes n'hésitant pas à braver d'innombrables obstacles pour atteindre les pays dits développés (Charef, 2009). La crise a eu comme principale conséquence l'augmentation du déficit de la balance des paiements, l'augmentation de la dette extérieure, la hausse du chômage et la baisse des investissements qui ont conduit à une augmentation des flux migratoires Sud-Nord.

Cependant, L'Etat du Cameroun s'est donc décidé, Dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), à ramener le taux de pauvreté à un niveau raisonnable d'ici l'horizon 2035 (DSCE, 2009). L'atteinte d'un tel objectif passe nécessairement par la mobilisation de toutes les ressources financières tant au niveau national

qu'international. Les transferts de fonds des migrants constitueraient à cet effet une ressource importante permettant de lutter efficacement contre la pauvreté et stimuler la croissance économique. En effet, les flux entrants de transferts au Cameroun ont été évalués par la Banque Mondiale (2011) à raison de 103 millions de dollars US en 2004, 130 millions en 2006, 162 millions en 2008. La Banque Mondiale a estimé l'évolution de ces flux des migrants à la hausse dans les années à venir. Ce qui a été le cas puisque les TFM au Cameroun s'élève à hauteur de 269 millions USD en 2017 (WDI, 2018).

Comparativement à l'APD, les entrées de fonds au Cameroun ont été constantes depuis la fin de la crise financière de 2009. Le montant de l'aide étrangère, par contre, a fortement diminué en 2008 par rapport à son estimation précédemment enregistrée et, depuis lors, le montant de l'APD est en baisse au Cameroun. Les envois de fonds, selon la BM (2009), constitueraient donc la source de financement externe la plus stable et ayant des effets macroéconomiques à court et à long terme importants dans les pays en développement. Au Cameroun, ces fonds sont bien reconnus comme faisant partie d'un arrangement familial informel allant bien au-delà de l'altruisme, motivés par une variété de déterminants pouvant même varier selon les individus, avec des avantages dans les domaines de l'assurance mutuelle, du lissage de la consommation et de l'allègement de la contrainte de liquidité (Lucas et Stark, 1985; Funkhouser, 1995; Cox et al., 1998; Foster et Rosenzweig, 2001; Feinerman et Seiler, 2002) ainsi qu'à ses effets sur les variables macroéconomiques.

Certains économistes à l'instar de Changom et al., (2017) ont apprécié l'incidence des TFM sur la croissance économique au Cameroun, et au Sénégal, principaux bénéficiaires dans la CEMAC et l'UEMOA respectivement. Ils ont mis en évidence le rôle joué par les institutions dans ce mécanisme à travers les droits de propriété. Leurs résultats indiquent que les transferts de fonds des migrants impactent positivement la croissance économique au Cameroun à long terme. Ce résultat nous amène à nous poser la question principale de savoir: à travers quels canaux de transmission les transferts de fonds des migrants promeuvent la croissance économique au Cameroun ?

La réponse à cette question nécessite au préalable la définition des objectifs clairs et précis. Ainsi, deux objectifs découlent de cette question de recherche:

- Déterminer l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'investissement au Cameroun.
- Examiner l'effet interactif des transferts de fonds des migrants et du développement financier sur la croissance économique au Cameroun.

Pour atteindre ces objectifs, nous posons deux hypothèses:

- les transferts de fonds des migrants affectent positivement l'accroissement du revenu à travers son effet sur l'investissement au Cameroun.
- les transferts de fonds des migrants et développement financier exercent un effet de substituabilité sur la croissance économique au Cameroun.

II. REVUE DE LA LITTERATURE

Le débat sur la question de savoir si les envois de fonds ont un impact significatif sur la croissance économique ou non est un débat permanent parmi de nombreux économistes. Les conclusions des études aboutissent à des résultats très mitigés donnant lieu à la confrontation des trois visions théoriques opposées. En effet, la vision pessimiste ou structurelle remet en cause l'idée selon laquelle les transferts de fonds des migrants auraient un effet comparable aux IDE. Elles soutiennent que les transferts de fonds des migrants ont un effet potentiellement nuisible sur la croissance économique à moyen et à long terme. Selon cette thèse, ils affecteraient de manière négative la compétitivité et réduiraient la population active en raison du phénomène d'aléa moral qu'ils engendreraient. Par conséquent, ils contribueraient à creuser le déficit extérieur entraînant un déséquilibre de la balance des opérations courantes et une perte de compétitivité (Barajas et al., 2009; Kireyev, 2006 ; Luth et Ruiz-Arranz, 2006).

Une deuxième catégorie de vision souvent dite neutre ou pluraliste avance l'idée de la neutralité des transferts des migrants. Selon cette vision, les transferts de fonds des migrants représentent des sources complémentaires de revenu qui sont surtout utilisées pour lisser la consommation des ménages. En conséquence, les transferts de fonds n'auraient aucun effet sur la croissance économique (León-Ledesma et Piracha, 2004 ; Chami et al, 2009 ; FMI, 2005).

Selon la vision développementaliste par contre, les envois de fonds peuvent stimuler la croissance économique à travers plusieurs canaux de transmission (Stark et al., 1986, 1988 ; Taylor, 1992 ; Taylor et Wyatt, 1996 ; León-Ledesma et Piracha, 2004 ; Chami et al., 2009 ; Stark et Lucas, 1988 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). A titre illustratif, Mundaca (2009) montre que les transferts de fonds exercent un effet positif sur la croissance économique. Pour cet auteur, l'effet positif s'intensifie lorsque le niveau de développement financier est pris en considération dans le modèle. En effet, selon cet auteur, toute augmentation de 10% des transferts en pourcentage du PIB contribue à augmenter le PIB par habitant de 3,49%. En revanche, lorsque l'auteur ne tient pas compte de cette variable, le PIB par habitant n'augmente qu'à hauteur de 3,18%.

Adenusti (2010) souligne que les optimistes de la migration du développement soutiennent que les envois de fonds peuvent avoir un impact positif sur la

croissance économique des économies en développement en raison du capital d'investissement provenant des fonds envoyés. En d'autres termes, les envois de fonds fourniraient aux ménages le capital dont ils ont tant besoin pour épargner et aussi pour financer les investissements (Catrinescu et al., 2009). Ratha (2003) observe que lorsque les envois de fonds sont acheminés vers des pays qui ont des politiques économiques saines, la plupart d'entre eux peuvent être investis dans des projets productifs.

En outre, lorsque les envois de fonds sont économisés ou investis de manière productive, ils peuvent avoir un impact positif indirect sur la croissance économique de l'économie bénéficiaire. Dans cet argument, Balde (2010) observe que les envois de fonds à eux seuls n'ont pas d'effet positif direct sur la croissance économique, mais qu'ils ont un effet positif indirect qui passe par l'épargne et l'investissement. Ratha (2003) note, de plus que lorsque les envois de fonds sont investis dans les économies en développement, une croissance de la production plus élevée peut être réalisée dans cette économie. Karagoz (2009) soutient également l'argument selon lequel le canal le plus important par lequel les envois de fonds des migrants peuvent avoir un effet positif sur la croissance économique dans les pays en développement est l'épargne et l'investissement.

Drinkwater et al., (2003) discutent plus en détail la manière dont les effets des envois de fonds sur la croissance s'opèrent. Ils soutiennent que les envois de fonds contribuent à atténuer les contraintes de crédit qui s'avèrent être le défi le plus courant associé aux entreprises privées dans de nombreux pays en développement. Ces auteurs soutiennent également que les envois de fonds peuvent avoir des effets de croissance similaires à ceux de l'investissement direct étranger lorsqu'il s'agit d'alléger les contraintes financières au niveau national. En effet, selon lui, de nombreuses entreprises privées dans les économies en développement fonctionnent à des niveaux de production limités en raison des difficultés d'investissement qu'elles rencontrent. Ces défis peuvent être relevés par les envois de fonds des migrants, à condition que le système financier du pays affecte efficacement les ressources financières là où elles sont le plus nécessaires.

Toutefois, alors que les optimistes de la migration du développement soutiennent que les envois de fonds peuvent avoir des effets positifs sur la croissance grâce à l'augmentation de l'épargne et des investissements, les pessimistes de la migration réfutent une telle notion et soutiennent que les envois de fonds sont rarement utilisés pour des investissements productifs mais sont généralement alloués à la consommation à l'instar de Hass (2007) et Brown (2006). Ces derniers soutiennent l'affirmation selon

laquelle les envois de fonds des migrants sont généralement utilisés pour la consommation en indiquant comment les parts énormes des revenus versés sont généralement utilisées pour la consommation.

Barajas et al., (2009) utilisent deux arguments pour expliquer pourquoi une plus grande partie des revenus versés est utilisée pour la consommation au lieu d'être épargnée ou investie, comme le soutiennent les optimistes du développement de la migration. Le premier argument stipule que, puisque les envois de fonds sont de nature compensatoire, ils sont plus susceptibles d'être canalisés ou dirigés vers les familles ayant une propension plus élevée à consommer par rapport aux familles ayant une propension plus élevée à investir ou épargner. Deuxièmement, ils soutiennent qu'en raison de la permanence perçue des envois de fonds par les ménages bénéficiaires, il y a probablement un problème d'aléa moral où les ménages bénéficiaires sont plus susceptibles d'utiliser les envois de fonds pour la consommation et non pour des investissements productifs. En conséquence, une part plus importante des envois de fonds pourrait alors être utilisée uniquement pour la consommation, une situation qui aurait un effet négatif sur la croissance économique des pays en développement selon de Hass(2007).

En outre, L'OCDE (2006) soutient également l'argument selon lequel une plus grande part des envois de fonds est principalement utilisée pour financer la consommation. En effet, les envois de fonds comme toutes autres sources de revenu sont susceptibles d'être dépensés en fonction de la hiérarchie des besoins. Selon la hiérarchie des besoins, la consommation est au stade initial et domine une part plus importante, de sorte que la plupart des ménages sont susceptibles de consacrer leurs revenus à la consommation par rapport à l'investissement.

Bien qu'il ait été largement affirmé que les envois de fonds sont principalement utilisés pour la consommation et non pour des investissements productifs, de nouvelles preuves suggèrent que même lorsqu'ils sont utilisés pour la consommation, les envois de fonds peuvent encore entraîner certains effets positifs sur la croissance économique en raison des effets multiplicateurs sur la demande et la production globales dans l'ensemble de l'économie (Brown, 2006, Gupta et al., 2008; Pradhan et al., 2008; Ratha, 2003; Ajayi et al., 2009).

L'argument selon lequel les envois de fonds auront toujours un impact positif sur la croissance économique d'un pays bénéficiaire, même lorsqu'ils sont utilisés pour financer la consommation, est principalement utilisé par les optimistes de la migration du développement pour réfuter l'argument des pessimistes de la migration qui conclut sur les effets négatifs des envois de fonds sur la croissance

économique dus à la consommation. Brown (2006) utilise les effets multiplicateurs keynésiens pour expliquer les effets de croissance indirects positifs qui peuvent être réalisés à partir des envois de fonds. Il pense qu'une augmentation de la consommation, qui implique une augmentation des dépenses, peut générer une demande accrue qui se traduit par une augmentation de la production. Barajas et al., (2009) soutiennent l'argument ci-dessus en se référant à l'étude de cas du Pakistan et du Mexique où des preuves de l'existence de tels effets multiplicateurs dans les deux économies ont été établies.

En essayant de consolider l'ensemble des arguments, Ajayi et al., (2009) observent que lorsque les envois de fonds sont investis, ils entraînent une croissance de la production tandis que s'ils sont utilisés pour la consommation, ils peuvent toujours avoir un impact positif sur la croissance économique des pays bénéficiaires grâce aux effets multiplicateurs sur la demande et la production globale.

Les envois de fonds des migrants peuvent avoir un impact sur la croissance économique grâce à des investissements dans le capital humain. Les envois de fonds augmentent les investissements en capital humain lorsqu'ils sont utilisés pour financer l'éducation et la santé des bénéficiaires. Selon la théorie du capital humain, l'augmentation des investissements dans le capital humain se traduit par une croissance économique positive pour un pays à long terme.

Barajas et al.,(2009) mentionnent que les envois de fonds contribuent à stimuler les investissements en capital humain qui sont essentiels à la croissance économique en finançant la scolarisation formelle des ménages bénéficiaires. Ils observent cependant qu'une croissance économique positive ne serait possible que si ceux qui ont reçu une éducation formelle sont employés sur les marchés du travail de ce pays particulier. En d'autres termes, les envois de fonds peuvent indirectement contribuer à une croissance économique positive dans un pays bénéficiaire lorsque les individus qui reçoivent l'éducation formelle, financée par les envois de fonds, fournissent leur travail aux marchés du travail locaux.

Toutefois, Selon de Hass (2007), les envois de fonds peuvent avoir une influence encourageante ou décourageante sur l'éducation des citoyens restants. Les chercheurs qui suivent la Nouvelle Economie de la Migration du travail (NEM), développée dans le contexte de la recherche américaine répondant aux optimistes et aux pessimistes de la migration, pensent que les envois de fonds ont un impact positif sur les niveaux d'éducation (de Hass, 2007). Leur argument est motivé par l'hypothèse selon laquelle les revenus des migrants seront principalement utilisés pour financer l'éducation des autres membres de la famille. Les envois de fonds sont ici perçus comme un moyen de financer

le développement par l'éducation dans de nombreux pays en développement.

Les envois de fonds peuvent, en outre, aider à accroître le capital humain dans les pays bénéficiaires en finançant les soins de santé des bénéficiaires. Lorsque les envois de fonds sont utilisés pour financer les soins de santé dans les pays bénéficiaires, comme le souligne Brown (2006), cela peut avoir des effets positifs sur le développement du capital humain, ce qui conduit à long terme à une croissance économique positive. Il est cependant important de déterminer si la part des revenus versés est utilisée pour l'éducation et les soins de santé dans les pays en développement. Il semble que peu d'études ont révélé et soutenu l'argument selon lequel les envois de fonds sont utilisés pour financer l'éducation et les soins de santé dans les pays en développement.

Par ailleurs, s'il est universellement reconnu que la main-d'œuvre joue un rôle essentiel dans la croissance économique, il est essentiel d'évaluer les effets des envois de fonds sur la croissance économique par le canal de l'offre et de l'effort de main-d'œuvre. L'argument selon lequel les envois de fonds des migrants entraînent certains problèmes d'aléa moral a été soulevé pour la première fois par Chami et al., (2003). Ces derniers soutiennent qu'en raison de l'asymétrie d'information entre le migrant et le ménage destinataire des envois de fonds, les risques moraux dus à une offre de travail réduite par les membres du ménage bénéficiaire sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur la croissance économique de l'économie bénéficiaire.

De nombreux chercheurs soutiennent cette affirmation et utilisent différents termes pour décrire le problème de l'aléa moral émanant des envois de fonds des migrants. Adenutsi (2010) soutient l'argument de l'aléa moral et qualifie la réduction de l'offre de main-d'œuvre par les membres des ménages bénéficiaires de «chômage volontaire» résultant de l'augmentation des envois de fonds. Pradhan et al (2008) utilisent le terme «oisiveté» pour expliquer le problème de l'aléa moral, situation dans laquelle les destinataires des envois de fonds réduisent leur effort de travail ou s'abstiennent complètement de travailler. Karagoz, (2009) et Barajas et al., (2009) pensent que les ménages bénéficiaires peuvent utiliser les envois de fonds pour augmenter leurs loisirs tout en réduisant leur offre de travail.

Acosta, Larty et Mandelman (2009) révèlent comment le problème de l'aléa moral affecte négativement la croissance économique de l'économie bénéficiaire. Ils soutiennent que la réduction de l'offre de travail entraîne une augmentation des salaires, ce qui entraîne une augmentation des coûts de production. À long terme, ces coûts de production peuvent avoir un effet négatif sur la production. Cet argument est lié à la discussion sur les effets négatifs des envois de fonds

sur la maladie hollandaise expliquée par l'appréciation du taux de change et les résultats à l'exportation.

Selon Gupta et al., (2008), les effets des envois de fonds sur la maladie hollandaise sont un sujet fortement contesté dans la littérature sur la migration. Acosta, Baerg et Mandelman (2009) identifient la maladie hollandaise comme «... une pression à la hausse sur le taux de change réel... »Causée par un afflux de capitaux. Ces entrées de capitaux peuvent provenir de sources extérieures de capitaux telles que l'aide ou d'énormes revenus tirés du commerce des ressources naturelles. Les auteurs comme Karagoz, (2009) ; OCDE, (2006); Amuedo-Dorantes et Pozo, (2004) pensent qu'un afflux de transferts de fonds peut entraîner une appréciation du taux de change réel qui a un effet négatif sur les résultats à l'exportation à long terme.

Pradhan et al. (2008) soutiennent en outre que les faibles performances à l'exportation résultant de l'appréciation réelle de change peuvent avoir des effets négatifs des envois de fonds sur la croissance économique de l'économie bénéficiaire. Selon Catrinescu et al. (2009), la faible performance des exportations résultant de l'appréciation du taux de change réel causée par les envois de fonds a un effet négatif sur la production. En général, les effets négatifs de la faiblesse des résultats à l'exportation sur la production tendent à avoir un impact négatif sur l'emploi. Ces effets négatifs sur l'emploi peuvent entraîner des effets négatifs sur la croissance économique dans une économie.

Il n'est pas toujours vrai que les envois de fonds entraîneront des effets de croissance négatifs en raison des faibles performances à l'exportation qui ont des effets négatifs sur la production. Dans certains cas, l'OCDE (2006) argumentent que les envois de fonds génèrent une demande supplémentaire dans l'économie, qui peut avoir des effets de croissance positifs ou négatifs. Les effets négatifs, selon l'OCDE, sur la croissance économique peuvent résulter des pressions inflationnistes résultant de la demande supplémentaire, tandis que les effets positifs sur la croissance se produisent par le biais d'effets positifs sur l'emploi.

Cependant, la thèse de l'emploi positif résultant de la demande supplémentaire générée par les envois de fonds contraste avec la position de Catrinescu et al. (2009) qui concluent sur les effets négatifs des envois de fonds sur la croissance économique causés par les effets négatifs sur l'emploi. Selon cet auteur, les effets négatifs sur l'emploi résultent d'une faible production due à de faibles performances à l'exportation. Il reste alors à déterminer si les envois de fonds ont des effets positifs ou négatifs sur l'emploi. Commentant le sujet de la demande supplémentaire, l'OCDE (2006) conclut que la flexibilité de la réaction d'une économie à la demande supplémentaire est essentielle pour déterminer si les

envois de fonds auront des effets positifs sur l'emploi ou des pressions inflationnistes négatives.

Après avoir identifié les canaux potentiels par lesquels les envois de fonds des migrants peuvent avoir un impact sur la croissance économique, il est essentiel d'évaluer le canal du développement financier. En effet, la littérature sur la migration a toujours perçu le développement financier comme une condition préalable aux effets positifs des envois de fonds des migrants sur la croissance économique. Bettin et Zazzaro (2009) soutiennent que pour que les envois de fonds aient des effets positifs sur la croissance économique, il faut un système financier bien développé. Cette observation est également soutenue par Acosta, Baerg et Mandelman (2009) qui insistent sur le fait que des systèmes financiers bien développés sont essentiels pour canaliser les envois de fonds vers des projets d'investissement importants au sein d'une économie et peuvent être d'importants mécanismes d'allocation des ressources qui aident à répartir les envois de fonds vers les projets les plus vitaux pour la croissance économique.

Par conséquent, à première vue, il faut s'attendre à une complémentarité entre les envois de fonds et le développement financier dans la croissance du PIB des pays en développement. En effet, outre la suppression des contraintes de liquidité et la facilitation de l'accès au crédit pour les proches des migrants, les envois de fonds, s'ils sont efficacement intermédiés, devraient permettre le financement de projets favorisant la croissance économique par des entrepreneurs talentueux mais financièrement limités.

Cependant, une étude de Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) a fourni des preuves de la substituabilité entre les envois de fonds et le développement financier pour favoriser la croissance économique. En analysant un ensemble de 73 pays en développement pour la période 1975-2002, ils ont constaté que les envois de fonds affectent positivement la croissance économique dans les pays où les systèmes financiers sont peu développés. Ils interprètent ce résultat en ce sens que les envois de fonds compensent les marchés du crédit inefficaces, permettant aux bénéficiaires d'accumuler des ressources financières pour s'autofinancer en investissements en capital physique et humain. En revanche, là où les marchés du crédit fonctionnent correctement, l'accès au crédit n'est plus un problème et les envois de fonds servent à subventionner la consommation des destinataires et à affaiblir les incitations au travail.

III. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour déterminer les canaux à travers lesquels les transferts de fonds des migrants promeuvent la croissance économique au Cameroun, nous avons adopté un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) développé par Pesaran et al., (2001) et utilisés par Boamah et al (2007). Ce modèle, qui fait partie de la classe des modèles dynamiques, permet de capter les effets temporels (délai d'ajustement, anticipations) dans l'explication d'une variable. La spécification ARDL se présente comme suit:

$$\begin{aligned} \Delta \text{Pib}_t = & a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1i} \Delta \text{Pib}_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{2i} \Delta \text{Tfm}_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{3i} \Delta \text{Inst}_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{4i} \Delta \text{txouv}_{t-i} + \\ & \sum_{i=0}^q a_{5i} \Delta \text{Devfin}_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{6i} \Delta \text{Inv}_{t-i} + \sum_{i=0}^q a_{7i} \Delta [\text{Tfm} \times \text{DevFint}]_{t-i} + b_1 \text{Pib}_{t-1} + b_2 \text{Tfm}_{t-1} + \\ & b_3 \text{Inst}_{t-1} + b_4 \text{txouv}_{t-1} + b_5 \text{Devfin}_{t-1} + b_6 \text{Inv}_{t-1} + b_7 [\text{Tfm} \times \text{DevFint}]_{t-1} + e_t \end{aligned} \quad (1)$$

$$\begin{aligned} \Delta \text{Inv}_t = & \beta_0 + \sum_{i=1}^p \beta_{1i} \Delta \text{Inv}_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{2i} \Delta \text{Devfin}_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{3i} \Delta \text{txouv}_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{4i} \Delta \text{Inst}_{t-i} + \\ & \sum_{i=0}^q \beta_{5i} \Delta \text{Tfm}_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{6i} \Delta [\text{Tfm} \times \text{DevFint}]_{t-i} + \sum_{i=0}^q \beta_{7i} \Delta a \text{Pib}_{t-i} + \theta_1 \text{Inv}_{t-1} + \theta_2 \text{Devfin}_{t-1} + \theta_3 \text{txouv}_{t-1} + \\ & \theta_4 \text{Inst}_{t-1} + \theta_5 \text{Tfm}_{t-1} + \theta_6 [\text{Tfm} \times \text{DevFint}]_{t-1} + \theta_7 \text{Pib}_{t-1} + \varepsilon_t \end{aligned} \quad (2)$$

Dans le modèle 1, la variable **Pib** constitue la variable endogène. Elle représente le PIB par habitant qui est l'indicateur le plus utilisé pour capter la croissance économique.

L'investissement (**Inv**) est retenu comme la variable expliquée dans l'analyse empirique de l'équation 2. La formation brute de capital fixe (FBCF) en % PIB est utilisée comme indicateur de l'investissement.

La définition des variables exogènes sont présentée en annexe. L'étude en question porte sur les données macroéconomiques, de sources secondaires

allant de 1979 à 2017. Les données sont issues de la base de données de World Development Indicator (2018) et de la base de données International Country Risk Guide (2017).

IV. PRESENTATION DES RESULTATS

Généralement, pour que la régression produise des estimateurs sans biais, une analyse descriptive des variables s'avère nécessaire pour détecter la multicolinéarité, la liaison entre une ou plusieurs variables explicatives.

a) Statistique descriptive

Tableau 1: Caractéristiques descriptives des variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
lnPib	40	22.42345	1.500126	18.92039	26.26938
lnTfm	39	2.782406	.5483775	1.895687	3.828552
lninst	40	2.233097	.0775386	2.06897	2.397895
lnouv	39	-.8213149	.2293029	-1.376566	-.5362273
lndevfin	39	3.511032	.278219	2.891011	4.058542
lninv	40	3.087375	.1407934	2.660636	3.350619
lnfmxdvfin	39	7.484714	1.292862	4.238038	9.430779

Source: Nous-mêmes à partir de STATA 14.

Le tableau 1 nous indique le nombre d'observation, la moyenne, le minimum, le maximum et l'écart-type pour chaque variable. Il ressort de ce tableau que la croissance économique (lnPib) est plus volatile que toutes les autres variables. L'investissement

(lnInv), la qualité des institutions (lnInst) et la croissance économique (lnPIB) sont observables sur 40 années alors que les autres variables sont observables sur 39 années.

b) Présentation de l'intensité des relations entre variables

Tableau 2: Matrice des corrélations

	lnPib	lnTfm	lninst	lndevfin	lninv	lnfmxdvfin
lnPib	1.0000					
lnTfm	0.0742	1.0000				
lninst	-0.7782	0.0611	1.0000			
lndevfin	0.7823	-0.3589	-0.7247	1.0000		
lninv	0.2811	0.6836	0.1474	0.1499	1.0000	
lnfmxdvfin	0.8499	-0.2093	-0.8039	0.8377	0.0373	1.0000

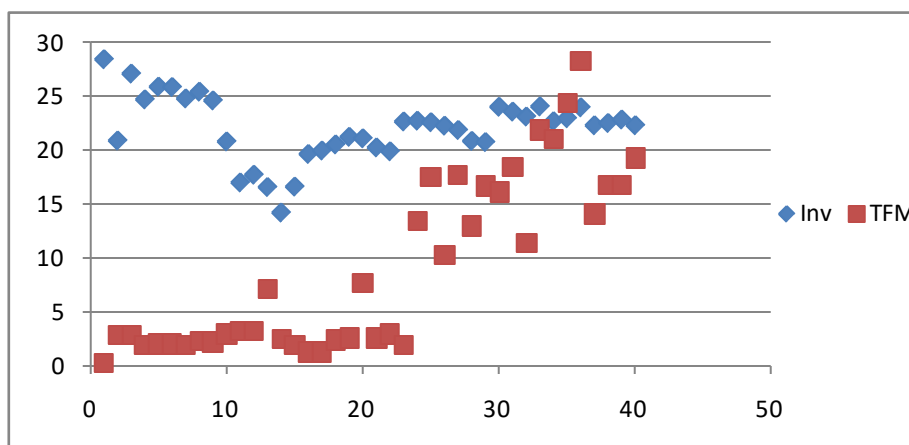
Source: Nous-mêmes à partir de Stata 14.

Le tableau 2 rapporte la matrice de corrélation des variables du modèle 1 et 2. Elle prédit que la croissance économique est positivement corrélée aux flux des envois de fonds des migrants et à l'investissement.

transferts de fonds des migrants. Cela nous permettra de savoir s'il y a divergence ou convergence entre les deux variables.

c) Relation entre l'investissement et les transferts de fond des migrants au Cameroun

Il est important d'avoir une idée sur le sens de l'évolution de la variable investissement avec la variable



Source: nous-mêmes à partir de Stata 14

Figure 1: Nuage de points entre la variable endogène investissement (Inv) et la variable TFM

On observe sur cette figure 1 une convergence des nuages de points. Autrement dit, les envois de fonds des migrants et l'investissement sont corrélés positivement. En effet, cette figure nous indique qu'au Cameroun, une part des transferts de fonds des migrants est destinée à la réalisation des activités productives.

d) *Tests de stationnarité et de multicollinéarité*

Il s'agira pour nous, dans cette sous-section, de mettre en évidence les résultats du test de stationnarité des diverses variables de notre modèle. A cet effet, la littérature économique nous fournit une panoplie de test qui aide à vérifier le caractère stationnaire ou non (existence d'une racine unitaire) d'une série. On peut citer le test de Dikey-Fuller augmenté (ADF), le test de

phillippe-perron (PP), le test d'Andrews et Zivot, le test Ng-Perron, Ouliaris-ParkPerron, etc. Parmi ces test, les trois premiers sont faciles à appliquer et couramment utilisés. Dans cette étude, nous avons fait recours au test de Dikey-Fuller augmenté puisqu'il est stable et efficace en cas d'autocorrélation des erreurs.

Les hypothèses de ce test sont les suivantes:

H_0 : la série est stationnaire;

H_1 : la série n'est pas stationnaire.

Le choix de l'une des hypothèses réside dans la valeur de la probabilité associée à la série en question. Lorsque la probabilité est inférieure aux seuils critiques conventionnels (1%, 5%, 10%), on accepte l'hypothèse nulle H_0 et on rejette l'hypothèse alternative H_1 .

Concernant nos variables, les résultats de l'analyse de la stationnarité sont résumés dans le tableau suivant:

Tableau 3: Variables stationnalisées et ordre d'intégration des variables

Variables	Stationnaire à niveau	Stationnaire en Différence 1 ^{ère}	Ordre d'intégration
lnPib	-3.655 (0.0000)*		I(0)
lnTfm	-2.964 (0.0432)**		I(0)
Lninst		-3.662 (0.0065)*	I(1)
Lnouv	-2.614 (0.0911)***		I(0)
Lndevfin	-2.616 (0.0826)***		I(0)
Lninv	-2.613 (0.0601)***		I(0)
Intfmxdvfin		-2.966 (0.0078)**	I(1)

(.): Probabilités; *: stationnaire à 1%; **: stationnaire à 5%; ***: stationnaire à 10%

Source: Nous-mêmes à partir de Stata 14

On constate que la variable d'interaction (Intfmxdvfin) et la qualité des institutions (lninst) sont intégrées d'ordre 1 c'est-à-dire stationnaire après la première différence, alors que l'investissement (lninv), les transferts de fond des migrants (lnTfm), l'ouverture commerciale (lnouv).

L'on note donc que les séries sont ainsi intégrées à des ordres différents, ce qui rend inefficace

le test de cointegration de Engel et Granger pour les cas multivariés et celui de Johansen, et rend opportun le test de cointegration aux bornes (Pesaran et al., 2001).

Nous avons par la suite procédé par des régressions linéaires de chacune des variables en fonction des autres pour détecter la multicollinéarité.

e) *Résultats des tests de diagnostic du modèle ARDL estimé*

Tableau 4: Résultats du test d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (probabilité)
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	1.126442 (0.0038)*
Hétéroscédasticité	white	38.01 (0.0077)*

(.): Probabilités; *: stationnaire à 1%; **: stationnaire à 5%; ***: stationnaire à 10%

Source: Nous-mêmes à partir de Stata 14

On constate à partir du tableau 4 qu'il y a absence d'autocorrélation des erreurs et d'hétéroscédasticité.

Nous pouvons dès à présent passer à l'étape suivante

f) *Test de cointegration aux bornes ou bounds test*

Nous avons dit plus haut que le test cointegration de Pesaran et al.,(2001) est adapté pour nos série. Aussi, rappelons qu'il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointegration de Pesaran et al.,(2001) :

- Détermination du décalage ou du retard optimal à partir du critère d'information de Schwarz (SIC), d'Akaike (AIC), et celui de Hannan et Quinn (HQ).
- Test de Fisher pour tester la cointégration entre série.

Suivant la procédure automatique sur Stata14, le test de cointegration de pesaran et al.,(2001) exige que le modèle soit estimé au préalable . La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher est comparée aux valeurs critiques (qui forment les bornes) comme suit :

- Si Fisher calculé > borne supérieure : cointegration existe.
- Si Fisher calculé < borne inferieure : cointegration n'existe pas.
- Si borne inferieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

Tableau 5: Résultats du test de cointegration de pesaran et al.(2001)

Variable	LnPib, lnTfm, lninst, lnouv, lndevfin, lninv, Intfmxddevfin									
	[L_0]	[L_1]	[L_0]	[L_1]	[L_0]	[L_1]	[L_0]	[L_1]		
		L_1	L_1	L_05	L_05	L_025	L_025	L_01	L_01	
k_6	2.12	3.23	2.45	3.61	2.75	3.99	3.15	4.43		
F-statistique calculé : 5.514										

Source: Nous-mêmes à partir de Stata 14

Les résultats du test de cointegration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointegration entre les séries sous étude. La valeur de

F-stat est > à celle de la borne supérieure, ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme de LnPib, lnTfm, lninst, lnouv, lndevfin, lninv, Intfmxddevfin.

A. *Présentation des résultats de l'équation 1*

Tableau 6: Estimation du Modèle 1 sans la variable développement financier (lndevfin) et la variable interactive entre les TFM et développement financier (lndevfin)

ARDL(1,4,3,4,4) regression						
Sample: 1983 - 2017			Number of obs		=	35
			R-squared		=	0.9067
			Adj R-squared		=	0.8763
Log likelihood = 113.78875			Root MSE		=	0.0148
D.lnPib	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
ADJ						
lnPib						
L1.	-.156772	.0861141	-1.82	0.090	-.3414685	.0279245
LR						
lnTfm	.6415159	1.023891	0.63	0.001	-1.554512	2.837544
lnouv	1.143033	.2972253	3.85	0.002	.5055482	1.780518
lninst	.3537477	.2978609	1.19	0.005	-.2851003	.9925957
lninv	.1673827	.5017201	0.33	0.044	-.9086999	1.243465
_cons	3.722729	2.356693	1.58	0.037	-1.331875	8.777333

Source: l'auteur à partir de Stata 14

Tableau 7: Estimation du modèle 1 avec la variable interactive (lnTfm*devfin) et la variable développement financier

ARDL(4,3,4,2,4,4,3) regression						
Sample: 1983 - 2017			Number of obs		=	35
			R-squared		=	0.9687
			Adj R-squared		=	0.7340
Log likelihood = 139.14611			Root MSE		=	0.0134
D.lnPib	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
ADJ						
lnPib						
L1.	-.2890667	.1800728	-1.61	0.084	-.789029	.2108955
LR						
lnTfm	.1588997	.1936127	0.82	0.058	-.3786554	.6964547
lninst	1.751447	1.978535	0.89	0.026	-3.741848	7.244742
lnouv	-.7057263	.3459537	2.04	0.011	-.2547951	1.666248
lndevfin	.5653843	.3154092	1.79	0.048	-.310332	1.441101
lninv	.1275067	.5488764	-0.05	0.062	-1.551432	1.496418
lnTfm*devfin	-.1156155	.2175816	0.98	0.081	-.2108434	.4420743

Source: l'auteur à partir de Stata 14

A-1 Interprétation des dynamiques de long terme de l'équation 1

Les résultats du tableau 7 indiquent la présence d'un processus de convergence et une corrélation positive entre l'investissement (lninv) et la croissance économique (lnPib) au Cameroun. En effet, augmentation de 1% des investissements stimule la croissance économique de 0.12%. En outre, la qualité des institutions a un impact positif et significatif sur le taux de croissance économique au Cameroun. En effet, l'amélioration des institutions politiques de 1% fait croître la croissance économique de 1.75%.

En revanche, l'ouverture commerciale (lnouv) affecte négativement et significativement la croissance économique au Cameroun. Le tableau 7 ci-dessus indique qu'une augmentation de 1% des importations et des exportations fait baisser l'accumulation du capital de 0.7%. ce résultat ne corrobore pas avec les conclusions fait par Jongwanich,(2007), Acosta et al.,(2008) qui affirment que l'ouverture commerciale stimule la croissance économique.

Les coefficients qui nous intéressent dans nos estimations sont ceux relatifs au développement financier (lndevfin), aux transferts de fonds des migrants (lnTfm) ainsi qu'à l'interaction entre ces deux variables (lnTfm*devfin). La lecture du tableau 7 nous révèle que le développement financier a une incidence positive sur la croissance économique du Cameroun. En effet, une augmentation de 1% du crédit accordé au secteur privé fait croître la croissance économique de 0.56%. ce résultat rejoint les conclusions de Levine, (2004); Aggarwal et al.,(2006); Beck et al.,(2007) et Gupta et al. (2009). En effet, selon ces auteurs, un secteur financier développé stimule la croissance économique, en promouvant et en mobilisant l'épargne et en fournissant des informations sur les opportunités d'investissement afin que les ressources puissent être canalisées vers des entreprises productives.

Rappelons tout d'abord que les transferts de fonds des migrants sont supposés agir directement sur la croissance économique et d'une manière indirecte et conditionnée par le niveau de développement financier selon la littérature économique. En ce sens, le résultat du tableau 7 montre que les coefficients sont respectivement positifs et négatifs et, la significativité du coefficient du des TFM baisse lorsqu'on intègre la variable d'interaction dans le modèle. Conformément à notre hypothèse, les envois de fonds semblent agir comme un substitut et non comme un complément au système financier. Nous constatons à partir du tableau 6 que le coefficient associé à la variable transferts de fonds des migrants au Cameroun est positif et significatif (0.1588997) et le coefficient associé à la variable interactive entre les transferts de fonds des migrants et le développement financier (lnTfm*devfin) est négatif et significatif (-0.1156155). D'où les TFM des migrants et le développement financier exercent un effet de substituabilité sur la croissance économique au Cameroun.

Ce résultat peut s'expliquer par le fait que le système financier au Cameroun ne facilite pas le processus de transfert d'argent des migrants. En effet, les frais d'envoi sont énormes et augmentent avec le volume ou la part des envois des fonds transférés par des voies formelles. Les migrants préfèrent emprunter des circuits informels pour effectuer leurs transferts de fonds. Il ressort donc de cette analyse que le système financier camerounais n'est pas assez développé pour faciliter l'effet des TFM sur la croissance économique.

L'hypothèse 1, qui stipule que les TFM des migrants et le développement financier exercent un effet de substituabilité sur la croissance économique au Cameroun, est vérifiée. Ces résultats divergent avec les conclusions de Bettin et Zazzaro (2012) et Nyamongo et al., (2012) qui montrent que les transferts de fonds et le système financier sont des compléments. En revanche,

nos résultats rejoignent les conclusions de Guiliano et Ruiz-Arranz (2009) et celles de Sobiech (2019) en affirmant que les transferts de fonds des migrants fonctionnent comme un substitut au système financier.

B. Présentation des résultats de l'équation 2

Tableau 8: Estimation du Modèle 1 sans la variable développement financier (Indevfin) et la variable interactive entre les TFM et développement financier (Indevfin)

ARDL(1,0,0,0,0) regression						
Sample: 1980 - 2017			Number of obs		=	38
			R-squared		=	0.5437
			Adj R-squared		=	0.4724
Log likelihood = 48.395557			Root MSE		=	0.0738
D.lninv	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
ADJ						
lninv						
Ll.	.6033241	.1172753	-5.14	0.000	-.842206	-.3644422
LR						
lnouv	.475979	.2236667	2.13	0.041	.0203849	.9315731
lninst	.328254	.3677801	0.89	0.379	-.4208894	1.077398
lnTfm	.2131587	.0382571	-5.57	0.000	-.291086	.2352315
lnPib	-.2098958	.1614136	-1.30	0.203	-.5386845	.1188929
SR						
_cons	5.277397	3.028847	1.74	0.091	-.8921623	11.44696

Source: l'auteur à partir de Stata 14

Tableau 9: Estimation du modèle 2 avec la variable interactive (lnTfm*devfin) et la variable développement financier

ARDL(4,3,3,4,3,4,3) regression						
Sample: 1983 - 2017			Number of obs		=	35
			R-squared		=	0.9317
			Adj R-squared		=	0.7195
Log likelihood = 86.57741			Root MSE		=	0.0603
D.lninv	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
ADJ						
lninv						
Ll.	-1.195197	1.736306	-0.69	0.529	-6.015956	3.625561
LR						
lndevfin	-.3879214	1.097074	-0.35	0.041	-3.433886	2.658043
lnouv	1.040148	.7190603	1.45	0.022	-.956283	3.03658
lninst	1.800106	1.660858	1.08	0.039	-2.811175	6.411387
lnTfm	.0002588	.1928612	-0.00	0.099	-.5357273	.5352097
lnTfm*devfin	.288724	.1731782	1.67	0.071	-.1920959	.7695439
lnPib	-1.300018	.4546332	-2.86	0.046	-2.562282	-.0377537
_cons	39.15473	50.42612	0.78	0.481	-100.8506	179.1601

Source: l'auteur à partir de Stata 14

B-1 interprétation des dynamiques de long terme

Les résultats du tableau 9 nous indiquent que la croissance économique baisse les dépenses d'investissement au Cameroun. En effet, une augmentation de 1% du PIB par habitant diminue les investissements de 1.3% au Cameroun. En outre l'ouverture commerciale et la qualité des institutions ont un effet significatif et positif sur l'investissement.

Par ailleurs, il ressort de ce tableau 9 qu'au Cameroun, les transferts de fonds ont un impact positif sur l'investissement. A priori, cela suggère que les transferts de fonds des migrants ne sont pas destinés à la consommation mais plutôt à l'investissement. En effet, une augmentation de 1% des TFM fait croître l'investissement de 0.0002588%. Ce résultat n'est pas

compatible avec les conclusions d'Amuedo-Dorantes et Pozo (2006) et Adams (2007) qui trouvent que les TFM sont destinées à la consommation.

Par ailleurs, lorsque nous contrôlons le modèle avec la variable conditionnelle, l'effet des TFM sur les dépenses d'investissement devient moins significatif et varie avec le niveau de développement financier. En effet, le coefficient associé aux envois de fonds des migrants est significatif et positif (0.0002588) et le coefficient associé au terme d'interaction entre les TFM et le Développement financier est positif et plus élevé (0.288724).

Ces résultats suggèrent que le développement financier renforce l'effet des transferts de fonds des migrants sur l'investissement. Ainsi, les TFM

fonctionnement comme un complément et ne se positionnent pas comme un substitut au système financier pour promouvoir l'investissement. Ces résultats confirment les conclusions de Catrinescu et al.,(2009) qui montrent que l'effet des transferts sur les variables macroéconomiques notamment sur les dépenses d'investissement.

Il ressort donc de la lecture des tableaux 8 et 9 d'estimation des coefficients de long terme que les transferts de fonds des migrants influencent positivement la croissance économique au Cameroun à travers le canal de l'investissement. L'effet est plus important lorsqu'on interagit les TFM et le système financier camerounais. En effet, les envois de fonds transitant par les canaux formels ouvrent la possibilité au bénéficiaire non bancarisés d'avoir la possibilité de prendre des crédits auprès des institutions financière pour le financement des activités économiques au Cameroun. L'hypothèse H2 qui stipule que les TFM des migrants affectent positivement la croissance économique à travers le canal de l'investissement étant vérifiée.

V. CONCLUSION

L'objectif de cette étude est déterminé les canaux par lesquels les transferts de fonds des migrants promeuvent la croissance économique à long terme au Cameroun. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé une régression autorégressive à retards échelonné (ARDL). Les résultats nous montrent que les transferts de fonds des migrants impactent la croissance économique à travers le canal de l'investissement. Cependant, les envois de fonds des migrants et le développement financier exercent un effet de substituabilité sur l'accumulation du capital à long terme au Cameroun. Ce résultat démontre l'inefficacité du marché du crédit camerounais et met en évidence les transferts de fonds des migrants en tant que source de revenu permettant l'autofinancement des investissements productif. Par conséquent, l'Etat camerounais devrait promouvoir les envois de fonds des migrants en mettant en place un mécanisme incitatif qui permettra à la diaspora camerounaise d'envoyé plus de fonds dans leur les pays afin de réaliser les investissements productifs, ce qui stimulera indirectement la croissance économique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Acosta P., Calderon C., Fajnzylber P., Lopez H. (2008), « What is the impact of international remittances on poverty and inequality in Latin America ». *World Development*, 36-1, 89-114
2. Acosta, P.A., Baerg, N.G., Mandelman, F.S., (2009). Financial development, remittances, and real exchange rate appreciation. *Economic Review* Number 1. Federal Reserve Bank of Atlanta, 1-12.
3. Adams R. H. Jr. (2007). International remittances and the household: analysis and review of global evidence. *World Bank Policy Research Working Paper*; 4116.
4. Adenutsi DE. (2010), Do international remittances promote human development in poor countries? Empirical evidence from Sub-Saharan Africa, *International Journal of Applied Economics and Finance*, Vol. 4, No. 1: pp. 31-45.
5. Aggarwal R, Demirguc-Kunt A, & Peria M. (2006), Do Workers' Remittances Promote Financial Development?, *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 3957.
6. Ajayi, M. A., Ijaiya, M. A., Ijaiya, G. T., Bello, R. A., Ijaiya, M. A., & Adeyemi, S. L. (2009). International remittances and well-being in sub-Saharan Africa. *Journal of Economics and International Finance*, 1(3), 78-84.
7. Amuedo-Dorantes C, Pozo S (2004). Workers' remittances and the real exchange rate: a paradox of gifts. *World Development*, 32(8): 1407-1417.
8. Amuedo-Dorantes, C. and Pozo, S., (2006). Remittances as insurance: evidence from Mexican immigrants. *Journal of Population Economics*, 19(2), pp. 227-254.
9. Balde, Y. (2010). The impact of remittances and foreign aid on saving/investment in Sub-Saharan Africa: Laboratory of Economic Analysis and Prospective (LAPE).
10. Banque Mondiale. (2018), rapport sur les migrations et le développement, Washington, DC.
11. Banque Mondiale.(2019), rapport sur le coût des dépenses consacrées à des infrastructures durables par les pays en développement, Washington, DC
12. Barajas GM, Chami A, Fullenkamp C, Gapen M, & Montiel RP.(2009), Do Workers' Remittances Promote Economic Growth?, *IMF Working Papers*, 09/153.
13. Beck T., A. Demirgüç-Kunt, and R. Levine. (2007). "Finance, Inequality, and the Poor." *Journal of Economic Growth* 12 (1): 27-49.
14. Bettin, G., et Zazzaro, A. (2012). Remittances and financial development: Substitutes or complements in economic growth. *Bulletin of Economic Research*, 64(4), 509-536.
15. Bettin. G. and Zazzaro. A. (2009). Remittances and financial development: Substitutes or complements in economic growth? MoFiR Working paper.No.153
16. Boamah D., Roland Craigwell, Darrin Downes, Kevin Greenidge and Travis Mitchell (2007), "The Impact of Capital Account Liberalisation in the Caribbean", in R. Craigwell, K. Greenidge and M. Williams (Editors), *Aspects of Financial Liberalisation and Capital Market Development in the Caribbean*, Central Bank of Barbados, Barbados, pp. 155-178.

17. Brown, S.S., (2006). Can Remittances Spur Development? A Critical Survey1. *International Studies Review*, 8(1), pp.55-76.
18. Catrinescu, N., Leon-Ledesma, M., Piracha, M. Quillin, B. (2009). Remittances, Institutions, and Economic Growth. *World Development*, 37(2139)
19. Chami, R., C. Fullenkamp, and S. Jahjah.(2003), "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?," IMF Working Paper No. 189.
20. Chami, Ralph, Dalia Hakura and Peter Montiel. (2009), "Remittances: An Automatic Stabilizer?," IMF Working Paper 09/91 (Washington: International Monetary Fund).
21. Cha'ngom, N., Nembot Ndeffo, L., et Tamba, I., (2017). Transferts de fonds des migrants et croissance économique: une analyse comparative entre le Cameroun et le Sénégal.
22. Charef, M. (2009). Communication, media and the Moroccan migratory field. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35(10), 1595-1608.
23. Cox, D., Z. Eser, and E. Jimenez,.(1998). "Motives for Private Transfers over the Life Cycle: An Analytical Framework and Evidence for Peru," *Journal of Development Economics* 55 :57–80.
24. De Haas H, (2007), Remittances, Migration and Social Development –A Conceptual review of the literature, *Social Policy and Development Programme*, 34, United Nations Institute for Social Development.
25. Domar, E. D. (1964). *Essays in the Theory of Economic Growth* [3rd Pr.]. Oxford University Press.
26. Drinkwater, S., P. Levine and E. Lotti. (2003). The Labour Market Effects of Remittances, FLOWENLA Discussion Paper no 6, Hamburg Institute of International Economics, Hamburg.
27. Ebeke, C. H. (2012). Do remittances lead to a public moral hazard in developing countries? An Empirical investigation. *The Journal of Development Studies*, 48(8): 1009-1025.
28. Feinerman, E. and E.J. Seiler,.(2002). "Private Transfers with Incomplete Information: A Contribution to the 'Altruism-exchange Motivation for Transfers' Debate," *Journal of Population Economics* 15 (2002): 715–36.
29. Foster, A. D., & Rosenzweig, M. R. (2001). Imperfect commitment, altruism, and the family: Evidence from transfer behavior in low-income rural areas. *Review of Economics and Statistics*, 83(3), 389-407.
30. Funkhouser, E. (1995). "Remittances from International Migration: A Comparison of El Salvador and Nicaragua". *The Review of Economics and Statistics*, 77(1)/ 137-146.
31. Giuliano, P. and M. Ruiz-Arranz (2005), "Remittances, Financial Development, and Growth," IMF Working Paper No. 234.
32. Giuliano, P. et Ruiz-Arranz, M. (2009). "Remittances, Financial Development and Growth". *Journal of Development Economics*, 90(1): 144-152.
33. Gupta, Sanjeev, Catherine A. Pattillo and Smita Wagh (2009). Effect of Remittances on Poverty and Financial Development. *World Development* Vol 37 No 1.
34. Gupta. S., Pattilo. C. A. and Wagh. S. (2008). Effect of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa. *World Development* Vol.37.Iss.1.pp.104-115
35. Imai, K. S., Gaiha, R., Ali, A. & Kaicker, N. (2014). Remittances, growth and poverty: New evidence from Asian countries. *Journal of Policy Mode- ling*, 36(3), 524–538. <http://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2014.01.009>
36. *International Monetary Fund* (2005). Two Current Issues Facing Developing Countries, *World Economic Outlook*, April. International Monetary Fund: Washington
37. Jongwanich, J. (2007). *Workers' remittances, economic growth and poverty in developing Asia and the Pacific Countries* (No. WP/07/01). New York.
38. Karagoz, K. (2009), « Workers' Remittances and Economic Growth: Evidence from Turkey ». *Journal of Yasar University*, Vol. 4 No.13, pp. 1891-1908 ;
39. Kireyev, A. (2006). The Macroeconomics of Remittances: the Case of Tajikistan. *IMF Working Paper*, (06/02), International Monetary Fund.
40. Klobodu, E. K. M., & Adams, S. (2016). Capital flows and economic growth in Ghana. *Journal of African Business*, 17(3), 291-307.
41. León-Ledesma, M., et Piracha, M. (2004). International migration and the role of remittances Eastern Europe. *International Migration*, 42(4), 65–83.
42. Levine (R.) (2004). "Finance and growth: theory and evidence", NBER, *Working Paper*, n° 10766
43. Lucas, R.E. and Stark, O., (1985). Motivations to remit: Evidence from Botswana. *The Journal of Political Economy*, pp.901-918.
44. Lueth, Erik and Marta Ruiz-Arranz, (2006), "A Gravity Model of Workers' Remittances," IMF Working Paper 06/290 (Washington: International Monetary Fund).
45. Mundaca, B. G. (2009). Remittances, Financial Market Development, and Economic Growth: The Case of Latin America and the Caribbean. *Review of Development Economics*, 13(2), 288–303.
46. Nyamongo, E. M., Misati, R. N., Kipyegon, L. & Ndirangu, L. (2012). Remittances, financial development and economic growth in Africa. *Journal of Economics and Business*, 64(3), 240–260.
47. OECD (2006). 'International Migrant Remittances and their Role in Development', *International Migration Outlook*, pp. 139–161.

48. Pesaran M.H., Shin Y. et Smith R.J. (2001), « *Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships* », in *Journal of Applied Econometrics*, Vol.16, n°3, pp. 289- 326 (<http://dx.doi.org/10.1002/jae.616>).
49. Pradhan, G., Upadhyay, M., & Upadhyaya, K. (2008). Remittances and economic growth in developing countries. *The European journal of development research*, 20(3), 497-506.
50. Ratha, D.(2003). Worker's Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance, *Global Developing Finance* 2003, World Bank, pp. 157-175.
51. Sobiech, I. (2019). Remittances, finance and growth: Does financial development foster the impact of remittances on economic growth?. *World Development*, 113, 44-59.
52. Stark and R Lucas (1988), *Migration, Remittances and Family*. Economic Development and Cultural Change, Vol. 31(1): 191-96
53. Stark, O., J.E. Taylor, and S. Yitzhaki, (1986). "Remittances and Inequality," *Economic Journal* 28 (1986a): 309–22.
54. Stark, O., Taylor, J. E., et Yitzhaki, S. (1988). Migration, remittances and inequality. *Journal of Development Economics*, 28(3), 309–322.
55. Taylor, J.E. and T.J. Wyatt, (1996). "The Shadow Value of Migrant Remittances, Income and Inequality in a Household-farm Economy," *Journal of Development Economics* 32
56. Taylor, J.E., (1992). "Remittances and Inequality Reconsidered: Direct, Indirect and Intertemporal Effects," *Journal of Policy Modeling* 14:187–208.
57. World Bank, (2011a), *Migration and Remittances FactBook*, World Bank, Washington, DC
58. World Bank. (2009). Data for workers remittances, compensation of employees, and migrant transfers, credit (USD million).
59. World Development Indicator (2018). World Development Indicator dataset. The World Bank. (<http://data.worldbank.org/indicator/>).

ANNEXE

Variables exogènes	Définition	Sources
Pib _{t-1}	Produit intérieur brut par habitant	WID (2018)
Inv _{t-1}	Formation brute de capital fixe	WID (2018)
ouv	Ouverture commerciale	WID (2018)
(DevFint)	développement financier	WID (2018)
Inst	Qualité des institutions	International Country Risk Guide (2017).
Tfm	Les transferts de fonds des migrants	WID (2018)
Tfm×Devfin	interaction entre les transferts de fonds des migrants et le développement financier	